



Direction des Systèmes d'Information

15, rue de Vaugirard - 75006 Paris

01 42 34 23 15 / 29 26 - secretariat-dsi@senat.fr

Appel d'offres ouvert

Fourniture de consommables informatiques

PALAIS DU LUXEMBOURG ET DÉPENDANCES

DCE

Cahier des clauses particulières

Février 2026



SOMMAIRE

ARTICLE 1. - Dispositions générales.....	4
1.1. Objet du marché	4
1.2. Type et forme du marché	4
1.3. Terminologie.....	4
1.4. Connaissance du dossier.....	4
ARTICLE 2. - Durée du marché.....	4
2.1. Date d'entrée en vigueur et reconduction	4
2.2. Prolongation du marché.....	4
ARTICLE 3. - Pièces constitutives du marché.....	5
3.1. Liste des pièces constitutives du marché.....	5
3.2. Connaissance du dossier de consultation.....	5
ARTICLE 4. - Prestations attendues.....	5
4.1. Types de consommables informatiques	5
4.2. Conformité aux normes.....	6
4.3. Évolution des produits	6
ARTICLE 5. - Modalités d'exécution du marché	6
5.1. Modalités d'émission des bons de commande.....	6
5.2. Contenu des bons de commande.....	7
ARTICLE 6. - Livraison	7
6.1. Objet de la livraison	7
6.2. Information à donner à la Direction des Systèmes d'information du Sénat dans le cadre de l'exécution des bons de commande	7
6.3. Adresse et lieu de livraison	7
6.4. Conditions particulières d'accès.....	8
6.5. Bordereau de livraison.....	8
ARTICLE 7. - Vérification	8
ARTICLE 8. - Garanties.....	8
ARTICLE 9. - Prix	8
9.1. Prix de règlement.....	8
9.2. Prix révisables	9
9.3. Rabais.....	9
ARTICLE 10. - Facturation	9
ARTICLE 11. - Modalités de règlement.....	10
ARTICLE 12. - Pénalités.....	10
ARTICLE 13. - Retenue de garantie	10
ARTICLE 14. - Responsabilité et assurances.....	10
ARTICLE 15. - Confidentialité et publicité.....	11

ARTICLE 16. -	Lutte contre le travail dissimulé.....	11
ARTICLE 17. -	Sous-traitance	11
ARTICLE 18. -	Changement de situation du titulaire	12
ARTICLE 19. -	Force majeure.....	13
ARTICLE 20. -	Résiliation	13
ARTICLE 21. -	Garantie de fonctionnement – exécution aux frais et risques du titulaire 13	
ARTICLE 22. -	Convention sur la preuve.....	14
ARTICLE 23. -	Litiges	14
ARTICLE 24. -	Langue	14
ARTICLE 25. -	Dérogations au CCAG-TIC	14

ARTICLE 1. - Dispositions générales

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture de consommables informatiques au Sénat.

1.2. Type et forme du marché

Le présent marché est un marché de fournitures.

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant par l'émission de bons de commande, régi par les articles R. 2162-1, R. 2162-2 second alinéa, R. 2162-4 à R. 2162-6, et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

Il est conclu sans montant minimum.

Conformément à l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, le marché comporte un maximum contractuel, pour toute sa durée d'exécution reconductions incluses, de 400 000 € TTC. Lorsque ce plafond contractuel sera sur le point d'être atteint, le marché sera résilié à effet immédiat, sans ouvrir un quelconque droit à indemnisation du titulaire.

1.3. Terminologie

Dans le présent dossier de consultation des entreprises (DCE), les termes *titulaire* ou *entreprise* seront, indifféremment, les termes juridiques retenus pour désigner le prestataire du marché.

1.4. Connaissance du dossier

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance du présent cahier des clauses particulières du marché dans son intégralité et, d'une façon générale, de tous les documents du dossier concernant la totalité du marché.

ARTICLE 2. - Durée du marché

2.1. Date d'entrée en vigueur et reconduction

Le présent marché s'exécute, à compter de la date indiquée sur la lettre de notification – prévue à titre indicatif, le 6 avril 2026, pour une durée d'une année. Il peut être reconduit trois fois pour la même durée, soit une durée totale maximale de quatre ans.

En application de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique précité, la reconduction du marché est tacite. Le pouvoir adjudicateur peut décider de ne pas reconduire le marché à condition d'en informer, par lettre recommandée avec accusé de réception, le titulaire au moins trois mois avant la date de fin de la période concernée. Le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction.

2.2. Prolongation du marché

Dans le cas où le marché actuel s'achèverait sans qu'un nouveau titulaire ait été désigné à l'échéance ou que la mise en service du nouveau marché ne puisse être réalisée à la date d'anniversaire du marché actuel, le titulaire serait alors tenu de poursuivre l'exécution de son marché dans toutes ses conditions pour une durée qui ne pourra excéder trois mois, sur simple ordre de service de la Directrice des Systèmes d'Information.

ARTICLE 3. - Pièces constitutives du marché

3.1. Liste des pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1. du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), les documents régissant le marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes, en particulier le bordereau des prix unitaires (BPU) complété par le titulaire. Le détail quantitatif estimatif (DQE) n'est pas contractuel ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au *Journal officiel Lois et décrets* du 1^{er} avril 2021), sous réserve des dérogations qui seront explicitement prévues dans le présent document ;
- l'offre technique et commerciale du titulaire, comprenant :
 - les éléments demandés dans le cahier des réponses attendues (CRA) ;
 - son catalogue de consommables informatiques.

Seuls les documents conservés par le pouvoir adjudicateur font foi.

3.2. Connaissance du dossier de consultation

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance du présent CCP dans son intégralité et, d'une façon générale, de tous les éléments du dossier concernant la totalité du marché.

En outre, le présent CCP et l'ensemble des pièces du marché prévalent sur les conditions générales de ventes (CGV) du titulaire.

ARTICLE 4. - Prestations attendues

4.1. Types de consommables informatiques

Les consommables informatiques fournis dans le cadre du marché appartiennent aux catégories suivantes :

- Cartouche imprimante.
- Toner imprimante.
- Filament 3D.
- Transfert thermique.
- Ruban titreuse.
- Ruban imprimante.
- Rouleau thermique.
- Four imprimante.
- Unité de fusion.
- Tambour.
- Courroie de transfert.
- Kit photoconducteur
- Photoconducteur.

- Bouteille de toner usagée.
- Kit image
- Badges cartonnés

4.2.Conformité aux normes

Les consommables informatiques fournis doivent répondre en tous points aux spécificités techniques imposées par la réglementation en vigueur, et notamment aux normes homologuées ou à d'autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.

En outre, il est attendu du titulaire qu'il dispose d'un catalogue suffisamment fourni en références de produits issus du réemploi ou de la réutilisation, afin de garantir au Sénat la capacité de satisfaire les objectifs fixés par la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire et textes d'application, notamment le décret n° 2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées et à l'interdiction d'acquisition par l'Etat de produits en plastique à usage unique.

4.3.Évolution des produits

Eu égard à l'obsolescence rapide des équipements auxquels sont destinés les consommables informatiques, le Sénat se réserve le droit de demander tout autre consommable nécessaire à son besoin et compatible avec un équipement acquis après la notification du marché.

ARTICLE 5. - Modalités d'exécution du marché

5.1.Modalités d'émission des bons de commande

Sur demande d'un devis, le marché s'exécute par émission de bons de commande successifs, selon les besoins du Sénat. Ceux-ci peuvent être émis jusqu'au dernier jour d'exécution du marché.

Les bons de commande sont établis par la Direction des Systèmes d'information (DSI) du Sénat et notifiés, par écrit, par voie électronique au titulaire à l'adresse indiquée dans l'acte d'engagement.

Il est demandé au titulaire du marché, dans un délai d'un jour ouvré à compter de la réception du bon de commande, d'adresser au Sénat un accusé de réception de commande.

Par dérogation à l'article 13.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), le délai de livraison commence à courir à compter de l'accusé de réception du bon ou, sans retour de la part du titulaire, à la date d'émission du bon de commande plus 24 heures.

La notification d'une commande peut être formalisée par courriel ou *via* un processus défini en cours d'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG-TIC, si le titulaire estime que les indications et prescriptions figurant sur un bon de commande appellent de sa part des réserves, il doit les présenter au Sénat dans un délai de 24 heures suivant la réception. L'expiration de ce délai rend irrecevables les réserves du titulaire. Toute réserve ou observation est subordonnée à l'acceptation du Sénat.

Le Sénat peut également commander d'autres prestations que celles figurant dans le bordereau de prix unitaires (BPU). La commande de ces prestations intervient dans le cadre du ou des catalogue(s) en vigueur remis par le titulaire du marché à l'appui de son offre ou, en cas de changement de catalogue(s), dans le cadre des nouveaux catalogues adressés au Sénat dans les conditions prévues à l'article 9 du présent CCP.

5.2.Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande comporte :

- Un numéro de bon de commande ;
- les références des articles commandés et leurs désignations ;
- les quantités ;
- les prix unitaires TTC, frais de livraison compris ;
- le montant TTC de la commande ;
- l'adresse et le lieu précis de livraison ;
- la date d'émission de la commande.

ARTICLE 6. - Livraison

Les livraisons doivent être conformes aux commandes et respecter les modalités définies dans le présent CCP.

6.1.Objet de la livraison

6.1.1. Commande à l'unité

Le Sénat se réserve le droit de ne passer commande que d'un article ou d'une unité.

6.1.2. Étendue des obligations de livraison

Le titulaire doit honorer la totalité de la commande dans les délais prévus ci-dessous.

Chaque livraison est effectuée dans un délai maximum de trois jours ouvrés à compter de la date d'émission du bon de commande adressé par voie électronique au titulaire, sauf stipulation contraire du bon de commande. Dans le cas où l'offre du titulaire prévoit un délai de livraison plus court, il sera contractuellement tenu par ce seul délai dans l'exécution des prestations.

6.2.Information à donner à la Direction des Systèmes d'information du Sénat dans le cadre de l'exécution des bons de commande

Le titulaire accuse réception de chaque bon de commande et informe la Direction des Systèmes d'information (DSI) de la date de livraison par e-mail.

6.3.Adresse et lieu de livraison

Les consommables sont livrés dans les locaux de la Direction des systèmes d'information du Sénat, sauf disposition contraire mentionnée dans le bon de commande. Ces locaux se trouvent 8 rue Garancière 75006 Paris.

6.4. Conditions particulières d'accès

Les livraisons s'effectuent du lundi au vendredi de 9 h 30 à 12 heures et de 14 h 30 à 17 h 30.

6.5. Bordereau de livraison

Les livraisons sont accompagnées d'un bordereau de livraison précisant le nom et l'adresse du titulaire, la date de livraison, le numéro de la commande, l'identification des biens fournis et la quantité livrée.

La livraison des biens est constatée par la signature du bordereau de livraison établi en double.

ARTICLE 7. - Vérification

Les opérations visant à vérifier la conformité des produits au bon de commande et au devis s'effectuent dès la livraison, conformément aux spécifications du présent CCP et des références du BPU, ainsi que conformément aux règles énoncées aux articles 30 et suivants du CCAG-TIC.

ARTICLE 8. - Garanties

Le titulaire s'engage à remplacer tout élément commandé défectueux ou non conforme à la commande dans un délai de trois jours.

ARTICLE 9. - Prix

9.1. Prix de règlement

Le prix du marché est libellé en euros.

Le prix de règlement d'une commande de consommables est constitué comme suit :

- le prix unitaire TTC tel qu'indiqué dans le bordereau de prix unitaires (BPU) (colonne intitulée « Prix unitaire TTC en € du consommable hors rabais et coût de livraison »), diminué du rabais (colonne intitulée « Rabais accordé au Sénat sur prix public »), multiplié par les quantités commandées ;
- auquel s'ajoute le coût de livraison prévu au BPU ;

OU BIEN :

- le tarif public (TTC) du titulaire, diminué du rabais global sur catalogue et prix public mentionné en cellule D4 du BPU, s'il est plus favorable que le prix, rabais inclus, figurant au BPU, ou si l'article ne figure pas au BPU ;
- auquel s'ajoute le coût de livraison prévu au BPU ;

OU BIEN :

- le prix TTC résultant de l'application d'offres promotionnelles, conformément aux dispositions ci-après ;

- auquel s'ajoute le coût de livraison prévu au BPU.

Le titulaire est tenu de faire connaître et de proposer au Sénat, par écrit, ses offres promotionnelles, leurs conditions et leurs durées de validité à partir du moment où ces offres sont inférieures aux prix figurant aux BPU ou aux prix du catalogue, rabais sur prix unitaires déduits.

Les coûts de livraison et les rabais accordés au Sénat, tels que mentionnés au BPU, sont intangibles pendant la durée du marché et ne peuvent être modifiés.

9.2.Prix révisables

Les prix unitaires (hors rabais et hors coût de livraison) mentionnés au BPU peuvent être révisés semestriellement, à la demande du titulaire, à la hausse ou à la baisse, sur la base du tarif fournisseur, dans les conditions suivantes :

- le titulaire a l'obligation de fournir semestriellement à la Direction des Systèmes d'information du Sénat ses catalogues de prix publics ;
- tout ajustement de prix doit parvenir à la Direction des Systèmes d'information du Sénat au moins 15 jours avant la fin de chaque semestre, sous forme d'un tableau récapitulatif faisant apparaître le nouveau tarif.
- Si l'augmentation moyenne des prix de l'ensemble des articles du BPU est supérieure à 3 % par rapport à l'année précédente, le Sénat se réserve la possibilité de résilier sans préavis, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le présent marché, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

9.3.Rabais

Si le titulaire s'engage sur un rabais par rapport au prix public, ce rabais sera permanent pendant la durée d'exécution du marché.

ARTICLE 10. - Facturation

Les règlements s'effectuent sur production de factures par commande mentionnant :

- le numéro et la date de la facture,
- le nom du Sénat,
- le nom, l'adresse, la forme sociale et le n° de SIRET du titulaire,
- la date et le numéro de commande,
- les fournitures livrées, leurs quantités, leurs montants HT, le taux de TVA applicable et leurs montants TTC
- la date à laquelle le règlement doit intervenir.

Les factures devront être déposées de façon dématérialisée sur le portail de réception dématérialisée des factures du Sénat "senat.e-facture.net" (<https://senat.e-facture.net>). Pour plus d'information sur les modalités de dépose : <http://www.senat.fr/facturation.html>

La transmission d'une facture par tout autre moyen que ce portail emporte rejet de la facture

ARTICLE 11. - Modalités de règlement

Le règlement du marché s'effectue par virement bancaire, au plus tard 30 jours après la réception de la facture.

Le paiement des prestations s'effectue sur le budget du Sénat. Le mode de règlement choisi par le Sénat est le virement.

En cas de retard sur ce délai de paiement, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de refinancement de la Banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle lesdits intérêts ont commencé à courir, augmenté de huit points. En outre, le titulaire perçoit l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévue par l'article L. 2192-13 du code de la commande publique, dont le montant est fixé à 40 euros par l'article D. 2192-35 dudit code.

ARTICLE 12. - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, en cas de retard de livraison, ou de retard de livraison de produits conformes à la commande, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) \times (5/100)$$

P : montant de la pénalité

V : valeur pénalisée, soit la valeur HT des prestations livrées en retard ou non conformes

R : nombre de jours de retard

Les pénalités pour retard de livraison ou retard de livraison de produits conformes à la commande sont appliquées, pour chaque jour calendaire de retard, à compter de la date de livraison précisée par le bon de commande, sur la valeur HT des fournitures livrées en retard ou non conformes. Elles sont imputées directement sur les factures envoyées par le titulaire, dans une limite de 10 % du montant HT des fournitures livrées avec retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité, quel que soit son montant.

ARTICLE 13. - Retenue de garantie

Le présent marché ne prévoit pas de retenue de garantie.

ARTICLE 14. - Responsabilité et assurances

Le titulaire est entièrement responsable vis-à-vis du Sénat et des autres occupants ou visiteurs des lieux concernés de tout incident ou accident pouvant survenir du fait des personnes qu'il emploie.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, le titulaire, s'il ne l'a pas déjà fourni à l'appui de sa candidature, devra justifier qu'il est couvert par un contrat

d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code civil. Il fournira une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

L'opérateur expose quels sont les risques couverts par son assurance responsabilité civile et professionnelle en cas de dommages directs et indirects causés au Sénat.

ARTICLE 15. - Confidentialité et publicité

Les parties s'engagent mutuellement à respecter la plus stricte confidentialité sur tout ce qu'elles pourront apprendre à l'occasion de la réalisation de l'objet du présent marché. Elles s'engagent également à faire respecter cette obligation par les membres de leur personnel, leurs collaborateurs, filiales, sociétés mères et sous-traitants éventuels.

Le titulaire s'engage à garantir la protection des données et informations traitées, transmises ou stockées, y compris pour assurer la protection et la confidentialité des informations nominatives qu'il détient ou qu'il traite.

Toute publicité sur les prestations réalisées au Sénat par le titulaire est soumise à l'accord exprès du Sénat.

Aucun renseignement concernant le marché ne doit être donné par le titulaire ou son personnel à des personnes étrangères au marché. Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies doit être transmise au Sénat.

ARTICLE 16. - Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire se conformera à la réglementation relative à la lutte contre le travail dissimulé, il fournira tous les six mois à compter de la notification du marché, les pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail. En cas de non-satisfaction des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail en matière de lutte contre le travail dissimulé, le marché pourra être résilié, sans indemnités, aux frais et risques de l'entrepreneur.

ARTICLE 17. - Sous-traitance

Le titulaire s'engage à se conformer aux dispositions du code de la commande publique relatives à la sous-traitance et à l'article 3.6 du CCAG-TIC.

Avant toute intervention, et si la demande d'agrément du sous-traitant n'a pas été présentée lors de la remise de son offre, le titulaire présente au Sénat une demande d'acceptation de ce sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement¹.

Chaque sous-traitant présenté par le titulaire doit impérativement posséder les qualifications demandées pour la partie du marché qu'il souhaite voir sous-traitée, ou justifier de références

¹ Modèle disponible : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

équivalentes. À défaut des qualifications demandées, ou de références équivalentes, la demande d'agrément est rejetée.

À l'appui de sa demande, le titulaire communique au Sénat les informations et documents suivants concernant le sous-traitant éventuel :

- nature des prestations sous-traitées ;
- raison sociale, n° de SIRET et adresse du sous-traitant proposé ;
- montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- déclaration sur l'honneur signée indiquant qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- références de prestations similaires ;
- attestations d'assurance responsabilité civile en cours de validité ;
- conditions de paiement ;
- modalités de révision des prix ;
- relevé d'identité bancaire (RIB) ;

Il tient également à la disposition du Sénat, sur demande, le contrat de sous-traitance ainsi qu'une copie de tous les avenants qui modifient ce contrat.

Si le titulaire n'a pas accompli toute diligence permettant au Sénat d'être en mesure d'instruire utilement la demande d'agrément (**dossier incomplet**, *etc.*), celle-ci est **rejetée**.

Le titulaire informe le Sénat en cas de défaillance d'un sous-traitant.

En cas de sous-traitance occulte, les prestations de la sous-traitance concernée sont immédiatement arrêtées. L'entrepreneur supporte la totalité des conséquences financières de cet arrêt d'activité ainsi que les pénalités prévues au présent CCP.

Concernant les modalités de paiement des sous-traitants, il est fait application des articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

Pour le paiement des sommes dues aux sous-traitants, l'entrepreneur joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le Sénat à chaque sous-traitant concerné, accompagnée de la facture de ce dernier ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

ARTICLE 18. - Changement de situation du titulaire

Le titulaire informe le Sénat, dans les meilleurs délais, de toute modification affectant son statut (cession, fusion, changement de forme juridique, raison sociale, *etc.*), afin qu'il prenne toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité de l'exécution du marché.

En cas de modification de sa personnalité juridique et conformément à l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, le titulaire doit solliciter l'accord préalable du Sénat sur le transfert à la nouvelle entité des droits et obligations découlant du présent marché. Cette

nouvelle entité devra présenter les capacités économiques et professionnelles requises pour assurer la bonne exécution du marché, ce dont le titulaire demeurera en toute hypothèse garant solidaire auprès du Sénat pendant la durée du marché restant à courir jusqu'à son terme, reconductions tacites incluses.

Il est rappelé que le titulaire a été déclaré attributaire du marché en raison des qualités professionnelles, techniques et financières qu'il présentait. Si, pour quelque raison que ce soit, il vient à perdre sa qualification ou sa compétence, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 20 du présent CCP.

Le titulaire informe le Sénat de toute procédure de redressement judiciaire qui pourrait être mise en œuvre à son encontre.

ARTICLE 19. - Force majeure

Aucune des deux parties ne sera tenue pour responsable vis-à-vis de l'autre de la non-exécution ou des retards dans l'exécution d'une obligation du présent contrat, qui seraient dus à la survenance d'un cas de force majeure habituellement reconnu par les tribunaux français. Le cas de force majeure suspend les obligations nées du contrat pendant toute la durée de son existence ; toutefois, si le cas de force majeure avait une durée d'existence supérieure à trois mois, il ouvrirait le droit à la résiliation du contrat par l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 20. - Résiliation

Le marché pourra être résilié dans toutes les hypothèses prévues au chapitre 8 du CCAG-TIC.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, il n'est dû, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 47 et au premier alinéa de l'article 51 du CCAG-TIC, aucune indemnité au titulaire.

En cas de manquement par le titulaire à ses obligations au titre du présent marché, le Sénat pourra procéder à sa résiliation pour faute, sans préjudice de tous les dommages et intérêts auxquels il pourrait prétendre.

Dans le cas où le présent marché se trouverait résilié, il serait liquidé sur la base des prestations effectuées.

Pendant le délai s'écoulant entre la notification de la résiliation et sa date d'effet, le titulaire continue d'exécuter toutes ses prestations dues au titre du marché, sans interruption ni baisse de la qualité de service. Il assure de surcroît les opérations qui permettront au Sénat d'avoir toute la maîtrise nécessaire afin de reprendre ou de faire reprendre par un tiers les services dans les meilleures conditions (transfert de compétence, documents explicatifs, etc.).

ARTICLE 21. - Garantie de fonctionnement – exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément aux dispositions de l'article 54 du CCAG-TIC, en cas de non-exécution par le titulaire des prestations prévues au présent marché, le Sénat se réserve le droit, après mise en demeure, de les faire réaliser par une société de son choix aux frais du titulaire.

ARTICLE 22. - Convention sur la preuve

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire conviennent que tous les échanges réalisés par courriel ou télécopie dans le cadre du présent marché reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

ARTICLE 23. - Litiges

Les litiges seront réglés à l'amiable entre les parties. Dans le cas où un accord ne pourrait être trouvé, il est expressément convenu que les parties soumettront leur différend à la compétence du tribunal administratif de Paris (7 rue de Jouy 75004 Paris – 00 33 1 44 59 44 00).

ARTICLE 24. - Langue

Les documents relatifs au présent marché ainsi que les documents échangés pour son exécution sont rédigés en français.

ARTICLE 25. - Dérogations au CCAG-TIC

Il est dérogé aux articles suivants du CCAG-TIC :

Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé	Articles du CCP par lesquels sont introduites ces dérogations
3.7 (bon de commande)	5.1 (modalités d'émission des bons de commande)
4.1 (ordre de priorité)	3 (pièces constitutives du marché)
13.1 (délai d'exécution)	5.1 (modalités d'émission des bons de commande)
14.1.1, 14.1.3 et 14.2 (pénalités)	12 (pénalités)
47 et 51 (résiliation pour motif d'intérêt général)	20 (résiliation)